

La tradition du chantage

M. HERZOG, au cours des débats concernant le budget de l'Economie nationale, a annoncé devant l'Assemblée nationale qu'il était prêt à faire rétablir ses subventions de fonctionnement à l'U.N.E.F. moyennant quelques conditions.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour savoir lesquelles, et nous avons d'ailleurs dénoncé ici, à plusieurs reprises, la manœuvre amorcée de longue date. Il s'agirait pour l'U.N.E.F. d'accepter la présence de la F.N.E.F., scissionniste, au Haut Comité de la Jeunesse, en attendant, sans doute, qu'on la retrouve dans tous les organes consultatifs mis ailleurs en place (commissions ministérielles, conseils régionaux de la Jeunesse, etc.).

La question de la non-représentativité de la F.N.E.F. n'est plus en question, surtout depuis les dernières élections. Sa présence au Haut Comité, ou ailleurs, serait l'encouragement de toutes les manœuvres scissionnistes : la Ligue Française pour les Auberges de la Jeunesse, elle aussi scissionniste, comme la F.N.E.F. n'aurait plus de raison de ne pas s'y trouver.

On nous dit que certaines organisations du G.E.R.O.J.E.P. font pression sur l'U.N.E.F. pour qu'elle accepte le « marché ». Il est possible que cela soit ainsi : mais, ne le cachons pas, ce serait purement et simplement une défaite, qui éclairerait un peu mieux les contradictions de la politique « gestionnaire ». Dans la situation politique actuelle, il n'y a pas trois voies.

E. C.